INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 27 février 2023**

**INFOS MACRO**

* Comme les autres indices européens à la clôture, le CAC 40 s'est octroyé un rebond après avoir chuté de 1,78% vendredi et connu la semaine dernière sa pire performance hebdomadaire depuis mi-décembre 2022. Revigoré, l'indice phare parisien a avancé de 1,51% à 7 295,55 points. L'EuroStoxx50 a pour sa part progressé de 1,66% à 4 248,01 points. Aux Etats-Unis, les indices suivent la même tendance. Vers 17h30, le Dow Jones gagne 0,23% et le Nasdaq s'adjuge 0,84%.
* Vendredi, la hausse surprise de l'indice PCE, la jauge préférée de la Réserve fédérale pour mesurer l'inflation, avait refroidi les investisseurs en mettant à mal leurs espoirs d'une fin prochaine des relèvements des taux directeurs de la Banque centrale américaine. Par conséquent, les indices américains ont vécu leur semaine la plus difficile depuis le début de l'année 2023.
* La banque britannique NatWest, d'ailleurs, s'attend dorénavant à une hausse de 50 points de base des taux directeurs de la Fed en mars après la publication vendredi de l'indice d'inflation PCE.
* Inflation toujours mais en zone euro, l'objectif fixé est de la ramener à 2%. Les investisseurs observeront ainsi la publication de l'inflation pour le mois de février à la fois pour la France, l'Allemagne et la zone euro. Autres indicateurs attendus, les indices d'activité pour le secteur privé en Europe et aux Etats-Unis.
* Aujourd'hui, les investisseurs ont pris déjà connaissance de la baisse des commandes de biens durables de 4,5% en janvier aux Etats-Unis alors qu'elles étaient anticipées en baisse de 4% après une augmentation de 5,1% en décembre.
* UBS a maintenu sa prévision d’un cours de l’once d’argent à 28 dollars, mais désormais, décalée de fin décembre 2023 à fin décembre 2024. Il rappelle qu’elle a reculé récemment et nettement sous-performé l’or depuis le 1er janvier. Aujourd'hui, l'once d'argent perd 0,74% à 20,66 dollars.

" Les craintes que la Réserve fédérale ne doive relever ses taux plus longtemps ont pesé sur les prix. Une attitude plus agressive de la Fed à court terme est susceptible de maintenir les prix de l'argent sur la défensive. Bien que cela élimine la nécessité immédiate d'être acheteur de métal, nous sommes toujours convaincus que la faiblesse du prix de l'argent sera temporaire ", explique le spécialiste.

Premièrement, il prévoit que la Fed réduira ses taux vers la fin de l'année et au début de 2024. Deuxièmement, il pense que cette décision de la Fed s'accompagnera d'un affaiblissement du dollar, car la croissance hors des États-Unis se maintiendra mieux. Or les taux américains et le dollar sont inversement liés à l'argent à des degrés divers dans le temps.

* La livre sterling était en hausse de 0,75% face au dollar américain à 1,2037 dollar, après un accord conclu par l’Union européenne avec le Royaume-Uni sur les contrôles avec l’Irlande du Nord. « Nous avons protégé la place de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni », a tweeté le Premier ministre britannique Rishi Sunak. « Nous avons modifié le texte du protocole afin de procéder à des changements cruciaux en matière de TVA et d'accises pour l'ensemble du Royaume-Uni ».

" Désormais, les médicaments dont l'utilisation est approuvée par l'autorité britannique de régulation seront automatiquement disponibles dans toutes les pharmacies et tous les hôpitaux d'Irlande du Nord ", a précisé le Premier ministre.

"Lever le risque d'une guerre commerciale entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, son plus gros marché, est exactement ce qui était souhaité ", a salué l'analyste Kallum Pickering (Berenberg), cité par AFP.

* Les promesses des ventes de logements ont augmenté de 8,1% en janvier par rapport à décembre aux Etats-Unis alors qu’elles étaient anticipées en hausse de seulement 1%, a indiqué l’association nationale des agents immobiliers. Elles avaient déjà progressé 1,1% en décembre, chiffre révisé de 2,5%. "L'activité de vente de logements semble avoir atteint son point le plus bas au premier trimestre de cette année, avant que des améliorations progressives ne se produisent", a déclaré l’économiste de l’association, Lawrence Yun.

"Mais une hausse annuelle des ventes de logements ne se produira pas avant 2024".

* Les transactions en capital investissement ont représenté un montant de 654 milliards de dollars en 2022, en recul de 35%, selon le 14e rapport annuel sur le capital-investissement de Bain & Company. Un montant record de 1 000 milliards de dollars de transactions était venu couronner un cycle haussier de 12 ans pour le secteur en 2021. Le nombre total d'opérations, quant à lui, a chuté de 10 % l’année dernière, avec quelque 2 318 transactions réalisées.

" Si la valeur des transactions en 2022 atteint le 2ème rang parmi les meilleures années du marché, cela s'explique principalement par l'extraordinaire élan enregistré au premier semestre. La chute brutale de l'activité et de la valeur des transactions au second semestre a été ressentie dans toutes les régions et dans la plupart des secteurs, notamment en Asie-Pacifique où le déclin a été exacerbé par les fermetures répétées du marché en raison des restrictions imposées par Covid " explique Bain & Company.

Selon Bain, la réticence des banques à consentir des prêts pour d'importantes transactions à effet de levier au deuxième semestre, alors que les taux d'intérêt augmentaient et que l'anxiété économique s'intensifiait, a été déterminante pour la dynamique des transactions en 2022. Aux États-Unis et en Europe, les transactions à effet de levier (LBO) ont chuté de 50 % pour atteindre 203 milliards de dollars.

Le secteur conserve 3 700 milliards de dollars de dry powder, argent disponible qui reste à déployer. Selon Bain, le secteur du capital-investissement doit chercher de la croissance organique et l'augmentation des marges de ses participations, car les taux élevés vont persister.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, SES a chuté de 3,45% en raison de prévisions décevantes. A l'inverse, le groupe de chimie verte Metabolic Explorer a bondi de plus de 16% après avoir annoncé la finalisation des opérations de financement de son plan stratégique 2023-2024. A Londres, AB Foods, propriétaire de Primark, a avancé de 1,44% à la faveur du relèvement de ses prévisions annuelles.
* Au cours des prochains jours, les marchés continueront d'être animés par de nombreux résultats d'entreprises, avec notamment ceux d'Atos, Deezer, Interparfums, Scor, Vallourec ou encore Veolia.

**MARCHES**

* « Plusieurs changements de politique existants et à venir, de la réouverture de la Chine au début du déploiement d’investissements verts, provoqueront probablement un tournant » à court terme dans le cycle des matières premières. C’est ce qu’affirme Hakan Kaya, Senior Portfolio Manager chez Neuberger Berman. Pour lui « ce passage du déstockage au restockage pourrait finalement être positif pour les matières premières », du fait notamment de la réouverture de la Chine, de la reprise des liaisons aériennes et des investissements dans la transition écologique.

" La réouverture anticipée de la Chine après les fermetures dues au Covid-19 exerce déjà une pression sur des stocks réduits " relève l'analyste concernant la demande. " Au fur et à mesure que les compagnies aériennes locales et internationales rétablissent les liaisons aériennes annulées et en ouvrent de nouvelles, elles devraient générer au cours du premier semestre de l'année une demande supplémentaire de kérosène d'environ 1,5 million de barils par jour ", ajoute-t-il.

" 2023 sera probablement une étape importante pour le déploiement des investissements verts ". En Chine, par exemple, " même pendant les blocages de l'année dernière, nous avons vu la demande de cuivre augmenter en raison des ventes record de véhicules électriques " tandis qu'aux États-Unis, la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) " devrait permettre de déployer 1 600 milliards de dollars d'investissements verts au cours de la prochaine décennie, sous la forme de subventions et d'aides à ceux qui construisent des usines et des infrastructures vertes et gèrent leurs entreprises vertes aux États-Unis ".

Ces politiques " China first" et " U.S. first " " risquent de détourner les investissements verts de l'Europe ", malgré un probable programme IRA européen, qui " pourrait déployer environ 4 000 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie ".

**ANALYSE**

* Depuis un an, il y a certes la guerre aux portes de l'Europe, la crise de l'énergie, l'inflation élevée, les risques de récession… Mais en dépit de ces vents contraires, la France est restée attractive pour les investisseurs étrangers. En 2022, le nombre de projets d'implantation dans l'Hexagone a même été supérieur à ce qu'il était un an plus tôt : 1.725 décisions d'investissement ont été recensées sur le territoire selon les chiffres publiés ce lundi par Business France. Soit une hausse de 7 % par rapport à 2021, qui était déjà un plus haut historique. Avec une traduction concrète pour le pays : 58.810 emplois ont été créés ou maintenus, dont 20 % de CDI intérimaires.

« 2022 est une année record. La France attire plus que jamais et crée des emplois. La politique conduite depuis six ans porte ses fruits ! » s'est réjoui dans un tweet le chef de l'Etat, Emmanuel Macron. Un discours relayé par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, et celui du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Olivier Becht.

Depuis le creux enregistré en 2015, où le nombre des décisions d'investissements étrangers était tombé en deçà de 1.000, la progression a été continue au fil des ans, hormis en 2020 année du Covid. Le volume des projets annuels a quasiment doublé sur la période.

Certains projets étaient bien sûr sans doute dans les cartons avant le déclenchement des hostilités russes en Ukraine, le 24 février 2022. Mais « l'Hexagone a su résister aux soubresauts de l'an dernier », se félicite Laurent Saint-Martin, le nouveau directeur général de Business France, l'agence publique chargée de l'attractivité. Alors que la crise énergétique a rebattu les cartes l'an dernier, ce dernier reste convaincu des forces de l'Hexagone. « L'attractivité, ce n'est pas un examen, c'est un concours. Et dans cette compétition mondiale, la France ne ressort pas affaiblie », affirme-t-il.

Depuis 2017, Emmanuel Macron a fait de la restauration de la compétitivité de l'économie le fil rouge de sa politique et il a n'a pas dévié de son cap. A l'étranger, la résistance de l'Hexagone aux crises est « appréciée et comprise ». Grâce au bouclier tarifaire sur l'énergie, son inflation a été plus basse que dans la plupart des autres pays européens.

Malgré la flambée des prix du gaz et de l'électricité l'an dernier, les créations de sites nouveaux en France ont été aussi nombreuses que les extensions. Les groupes étrangers y ont d'abord implanté ou développé des activités de production - elles représentent un quart des décisions d'investissement (457 projets) et 30 % des emplois recensés. Les projets dans le secteur de l'énergie et du recyclage y ont été en forte croissance, mais l'intérêt des investisseurs internationaux s'est aussi manifesté dans la filière équipements électroniques, dans l'agroalimentaire ou dans la santé.

Autre bonne nouvelle, les entreprises étrangères ont été beaucoup plus nombreuses que par le passé à installer des centres de décisions en France (394 projets). Tout cela participe à la revitalisation des territoires.

A première vue, la France n'a pas souffert, à ce stade, de l'écart de compétitivité avec les Etats-Unis en dépit d'une énergie beaucoup moins chère outre-Atlantique. Dans ce contexte de concurrence accrue, les Américains sont redevenus les premiers investisseurs dans l'Hexagone l'an dernier (280 projets), devant l'Allemagne (256) et le Royaume-Uni (176).

L'année qui démarre s'annonce plus délicate. La France peut certes toujours tabler sur ses forces traditionnelles (sa position géographique, ses infrastructures…) pour attirer les investisseurs internationaux. Mais ces derniers demandent à être rassurés sur la stabilité du paysage fiscal et réglementaire et sur la poursuite des réformes. « Un zigzag sur le plan de la fiscalité serait l'ennemi de l'attractivité », avertit Laurent Saint-Martin, vigilant sur une évolution éventuelle du crédit impôt recherche (CIR), un « outil fiscal très regardé » à l'étranger.

En vigueur depuis le 1er janvier 2023, l' Inflation Reduction Act (IRA) de Joe Biden et ses quelque 400 milliards de dollars d'aides pour attirer les industries vertes aux Etats-Unis crée de nouvelles incertitudes. La France va en mesurer les premières conséquences cette année, comme le reste de l'Europe. Ce d'autant que l'énergie va rester plus chère de ce côté-ci de l'Atlantique.

Alors que les industriels français multiplient les cris d'alarme, le directeur de Business France reste convaincu que malgré ce contexte plus incertain, l'Hexagone a des atouts en main : la résilience du pays, la volonté réformatrice, mais aussi l'accompagnement public pour soutenir l'investissement privé avec le plan France 2030, qui accompagne des filières d'avenir, et va être complété au début de l'été par la loi sur l’industrie verte : « C'est le trio gagnant pour garder notre capacité à attirer les investissements et il conserve encore beaucoup de puissance », assure-t-il.

**L’AGENDA DU 28 février 2023**

**8h45 en France**
PIB au quatrième trimestre
Inflation en février
Prix à la production en janvier
Consommation des ménages en biens en janvier

**14h30 aux Etats-Unis**
Balance commerciale en janvier

**15h00 aux Etats-Unis**
Indice S&P Case-Shiller des prix immobiliers en décembre

**15h45 aux Etats-Unis**
Indice des directeurs d'achat de la région de Chicago en février

**16h00 aux Etats-Unis**
Indice de confiance des ménages du Conference Board pour février